



L'ART DE LA NON-RÉPONSE !

Pour la énième fois, le président de la République s'est exprimé après les puissantes manifestations dans toute la France, réunissant près de 600 000 personnes, dont 110 000 à Paris.

600 000 manifestants qui portaient de réelles revendications.

600 000 personnes — des lycéens, des étudiants, des parents d'élèves, des travailleurs — qui attendaient de réelles réponses aux revendications légitimes posées.

Rien sur le retrait de la loi de finances 2027, qui entraîne 54 milliards d'euros d'économies sur le dos des lycéens, des étudiants, des travailleurs et des services publics.

Rien sur la course à la guerre et la poursuite d'une politique du toujours plus pour le budget militaire, qui conduit à plus d'armement.

Rien sur le coût de la vie et la mise en précarité et en pauvreté dues à des prix des produits de première nécessité qui s'envolent, à des prix de l'énergie qui flambent et à des prix des carburants insoutenables pour la quasi-totalité de la population. Ils conduisent fatalement à ce que le chiffre de 11 millions de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté augmente encore.

Rien sur les revendications de la jeunesse, qui sont également les nôtres et qui font que nous sommes dans la rue avec elle. Elle exige la fin de Parcoursup, de cesser les attaques contre les APL des étudiants ou sur les taxes supplémentaires pour les étudiants étrangers désireux de poursuivre leur parcours dans les universités. Elle exige l'augmentation du nombre de professeurs, comme l'augmentation de leur salaire, comme d'ailleurs de celui de tous les travailleurs du pays.

Rien sur les locaux dégradés et l'accueil de la jeunesse dans des classes surchargées où la sécurité n'est plus assurée.

Rien sur l'abrogation de la loi sur les retraites et sur la volonté de candidats à la présidentielle de privilégier la capitalisation au détriment de la répartition.

Rien sur les revendications des retraités, qui s'opposent à juste titre à la désindexation des retraites par rapport à l'inflation et aux volontés du projet de budget 2027 de s'attaquer à l'abattement de 10 % au titre de l'imposition.

Rien sur l'évolution des salaires et des retraites.

Rien sur les PSE, les délocalisations d'entreprises, les licenciements qui occasionnent une remontée significative du chômage.

Rien sur l'abrogation de toutes les lois liberticides des dernières années, qui conduisent à moins de liberté, moins de droits d'expression et moins de droits de manifester.

En fait, le président de la République a voulu réaffirmer que, pour lui, l'état de droit, c'est de demander aux préfets qu'ils interdisent les manifestations. Que l'état de droit, c'est d'instaurer le couvre-feu. Que l'état de droit, c'est de demander aux partis, aux organisations professionnelles et syndicales de condamner avec la plus grande fermeté les débordements des manifestations et de demander aux organisations syndicales de relayer ses positions parmi les manifestants, autrement dit, de vouloir nous intégrer dans tous les mauvais coups de la politique gouvernementale et d'une nouvelle union sacrée.

Au lieu d'aller chercher les responsables parmi nos forces politiques du pays, il serait bien inspiré de se poser la question de savoir s'il n'est pas, avec son gouvernement, le responsable de ce que nous vivons dans les manifestations depuis des années déjà et si l'Europe, qui demande des économies de 54 milliards chez nous et ailleurs, n'est pas responsable de ce qui se passe en Belgique, au Portugal, en Albanie, en Italie... comme chez nous, en France.

En fait, il n'a pas répondu non plus à notre volonté de voir s'opérer le retrait du budget d'austérité et de guerre Macron-Lecornu.

Un président de la République qui, en ne répondant à aucune revendication est bien celui qui est le seul à mettre toujours plus de manifestants dans la rue et notamment le 5 novembre 2026.

Alors, la responsabilité, qui la porte ?

Paris, le 20 octobre 2026